



Déclaration de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT

En Grèce, une victoire en trompe-l'œil !

La crise de la dette grecque n'est pas apparue soudainement, il y a quelques jours, et l'accord conclu le 13 juillet avec l'Union Européenne ne résoudra pas le manque de croissance que connaît ce pays.

Pour comprendre ce drame social et économique grec, il faut connaître les raisons qui ont conduit à l'existence de cette dette.

La banque Goldman Sachs, qui aime spéculer sur la dette des petits pays, surtout lorsqu'elle est instable parce qu'elle permet de se faire de l'argent plus rapidement, arrive en 2001 en Grèce et falsifie les comptes grecs.

La situation ne va jamais cesser de s'aggraver au cours des années 2000. La dette continue d'enfler et les banques continuent de spéculer avec l'argent des Grecs, faisant grimper les taux d'intérêts jusqu'à ce que le pays ne puisse plus rembourser l'argent prêté.

Les institutions bancaires mondiales et européennes prêtent alors de l'argent aux banques grecques, qui, elles mêmes, prêtent de l'argent à l'Etat mais avec des taux d'intérêts bien plus élevés. Les gouvernements successifs ont ainsi participé activement à l'enrichissement des banques et des grandes entreprises grecques au détriment des salariés, retraités et privés d'emplois.

Cette dette n'est donc pas légitime, elle a servi exclusivement aux banques et à leurs alliés, en aucune façon ce n'est au peuple grec de payer l'addition aujourd'hui. Les dettes illégitimes ne doivent pas être payées par les peuples. Dans le passé, une grande partie de la dette allemande, contractée avec les deux guerres mondiales, a été annulée par les Etats et nous pouvons nous en féliciter.

La dette est un moyen de chantage, un instrument inadmissible de domination sur le peuple grec et l'accord signé le 13 juillet dernier, sous la contrainte, va aggraver encore plus la situation sociale et économique du pays.

Cet accord n'est pas celui dont ont besoin les salariés en Grèce. Il prévoit par exemple : le recul du départ à la retraite, la diminution des pensions, le travail du dimanche, la déréglementation du droit du travail, et notamment les conventions collectives, la privatisation, l'augmentation de la TVA de 13 à 23%, etc...

Lors du référendum organisé début juillet, les Grecs s'étaient exprimés en faveur d'une Europe plus solidaire, plus sociale, plus humaine et surtout plus démocratique. L'oligarchie financière piétine cette démocratie !

Avec cet accord, il y a la volonté de passer un double message :

- Le 1^{er} message consistant à montrer que pour la Troika (Banque Centrale Européenne, Fonds Monétaire International et la Commission Européenne) et les libéraux, il n'existe pas d'alternative aux politiques d'austérité, en Grèce et ailleurs.
- Le 2^{ème} message s'adresse aux autres peuples en Europe, en indiquant qu'aucun gouvernement ne peut faire autrement que d'appliquer les politiques décidées par le monde de la finance et cela malgré un référendum demandant l'inverse.

Cet accord vient en quelque sorte punir les Grecs d'avoir élu démocratiquement un gouvernement qui prônait une autre répartition des richesses, plaçant l'économie financière au service des peuples et non l'inverse.

Pour la FTM-CGT, une alternative aux politiques d'austérité du gouvernement et du patronat est possible, il suffit d'orienter de manière radicalement différente les richesses entre le travail et le capital.

La pétition proposée par la CGT et signée massivement par les salariés, les retraités, privés d'emplois pour l'augmentation des salaires, des pensions et des minima confirme cette urgente nécessité.

La proposition d'une journée d'actions interprofessionnelle, à l'appel de la CGT, FSU et Solidaires le 8 octobre prochain, est une occasion supplémentaire pour dire STOP aux politiques d'austérité qui asphyxient les peuples et pour exiger une autre répartition des richesses.